

LA LOI POUR TOUS

Consultations légales, par Letarte & Rioux, avocats du barreau de Québec.

AVIS IMPORTANT.— Nos correspondants que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le journal: 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations; c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée, afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné; 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin; 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Des cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats; 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

PRET D'ARGENT.—(Réponse à J. J.)—Q.—Pour rendre service à un ami, je lui ai signé un billet promissoire au montant de \$300.00; le billet a été endossé et escompté à la banque. Mais à l'échéance, j'ai dû payer la balance du billet, soit la somme de \$50.00. Il y a six ans de cela, et je constate que maintenant la personne pour qui j'ai signé le billet est maintenant capable de le payer. Je n'ai pas d'autre preuve en mains pour établir ma dette que la preuve d'un témoin. Y aurait-il moyen de se faire payer?

R.—S'il s'agissait d'un billet promissoire fait à l'ordre de notre correspondant, il est évident que le prometteur du billet pourrait refuser de payer, puisque toute réclamation sur un billet se prescrit par cinq ans, à compter de son échéance. Mais nous croyons qu'il s'agit ici d'un prêt; et alors, la dette ne serait pas prescrite. Reste la question de faire la preuve de cette dette; le meilleur moyen est d'appeler le débiteur et de l'interroger au préalable sous serment. La preuve par témoin ne peut valoir pour établir un prêt dépassant \$50.00.

RESPONSABILITÉ DE L'ACCIDENT.—(Réponse à P. H.)—Q.—Le propriétaire d'un automobile n'a pas sa licence de chauffeur a été victime d'un accident qui a causé sa mort. Il est à remarquer que le chemin est en très mauvais état, et qu'à l'endroit où l'accident est arrivé se trouvait un ponceau très mal entretenu. Y a-t-il lieu à revenir en dommages contre la municipalité?

R.—Du fait que le conducteur de l'automobile ne possédait pas de permis de conducteur, il s'en suit que la réclamation en dommages est très incertaine. En principe, cependant, la municipalité est responsable du mauvais état des chemins qui sont sous sa direction; et elle peut être poursuivie en dommages lorsqu'elle est en faute de tenir ses chemins en bon état.

LOCATION DE MEUBLES.—(Réponse à J.P.M.)—Q.—J'ai loué un poêle, sans bail, le locataire devait payer à chaque mois le prix de la location; il ne l'a pas fait, et ne veut pas remettre le poêle à son propriétaire. Quels sont les droits du propriétaire?

R.—En fait de meubles, dit le code civil, possession vaut titre. En d'autres termes, celui qui a un meuble en sa possession est présumé en être propriétaire, à moins que le véritable propriétaire ne puisse prouver par un écrit quelconque qu'il a gardé le droit de propriété sur cet objet. Il est donc opportun, dans le présent cas, de poursuivre non pas pour obtenir la possession du poêle, mais plutôt d'en demander la valeur à celui qui le possède, et pour ce faire, de s'adresser à un homme de loi.

FABRICATION DE VIN.—(Réponse à Z. R.)—Q.—Puis-je fabriquer du vin de blé pour mon usage personnel seulement et celui de ma famille. Je comprends qu'il m'est interdit d'en vendre, et je voudrais savoir s'il me faut un permis pour faire d'autres vins, soit de rhubarbe, de blé ou de fruits?

R.—Il n'y a aucune loi qui oblige un individu à obtenir un permis pour fabriquer du vin pour son usage domestique; mais s'il veut en faire commerce, il doit obtenir du gouvernement fédéral, à Ottawa, un permis de fabrication, sans lequel il peut être sujet à des poursuites.

SALAIRE DE L'INSTITUTEUR.—(Réponse à C. L.)—Q.—Une institutrice qui ne fait naturellement pas la classe les jours de fête peut-elle se faire retrancher sur le salaire du mois les jours de classe qu'elle n'a pas faite. En d'autres termes doit-on compter le salaire de l'institutrice au mois ou au jour le jour?

R.—Il nous paraît conforme au bon sens que le salaire de l'institutrice soit payable non pas au jour le jour, mais au mois. Et d'ailleurs, le paragraphe 16 de l'article 2709 nous paraît concluant sur ce point, lorsqu'il déclare que les commissaires doivent payer leurs instituteurs à l'expiration de

Les femmes disent:

“Si rafraichissante après la lecture et la couture”

Des millions de femmes font maintenant usage de Murine pour rafraichir leurs yeux après la lecture ou la couture. Elle soulage instantanément la fatigue des yeux et prévient de pires maux. Ne manquez pas de faire usage de cette lotion inoffensive après une longue tension de la vue. Elle est si ravissante. En vente à votre pharmacie.

MURINE
POUR VOS
YEUX

chaque mois d'enseignement. Par ailleurs, serait-il juste de déduire du salaire de l'institutrice les jours où elle est exemptée de faire la classe soit en vertu de la loi civile, soit en vertu de la loi religieuse. Il nous semble inutile d'insister sur ce point.

INSPECTEUR MUNICIPAL.—(Réponse à F. X. L.)—Q.—Le conseil m'a avisé d'entretenir ou de faire entretenir les chemins de certains lots dont les propriétaires résidents ne s'occupent pas, bien qu'ils soient tenus. Je suis inspecteur municipal, et je ne peux pas les entretenir moi-même, vu qu'ils sont éloignés de ma résidence. Suis-je obligé de faire le travail moi-même ou de le faire faire. Puis-je être mis à l'amende si je ne vois pas à exécuter ces travaux?

R.—Il est évident que l'inspecteur municipal doit exécuter les ordres qu'il reçoit du conseil en ce qui concerne l'entretien des chemins qui sont sous sa surveillance. Il doit cependant agir en conformité avec l'article 561 du code municipal, c'est-à-dire que lorsque les travaux dépassent \$5.00 pour chaque terrain, chaque année, il doit signifier aux personnes intéressées un avis spécial verbal ou par écrit, leur enjoignant d'exécuter les travaux et de fournir les matériaux requis dans un délai de quatre jours. Le défaut de se conformer à cet avis permet à l'inspecteur municipal d'exécuter lui-même ou de faire exécuter les travaux, car il n'est pas tenu d'être lui-même de les faire. Lorsque les travaux sont terminés, il doit donner un avis aux intéressés leur indiquant à quel montant s'élève le coût des travaux et des matériaux, dans ce cas, en vertu de l'article 562 du code municipal, l'inspecteur a le droit de réclamer le montant des dits travaux avec 20% en plus de leur valeur. La corporation est responsable si la personne en défaut ne paye pas.

RESPONSABILITÉ ET BILLET PROMIS.—(Réponse à A. M.)—Q.—J'ai travaillé pour un homme, il y a environ un an, et il m'a donné un billet promissoire en paiement. J'ai endossé le billet et l'ai escompté à la Banque. Voilà trois fois que je renouvelle le billet, et le prometteur ne le paye pas, bien qu'il soit capable de le faire. J'ai averti la banque que si elle ne faisait pas payer le billet, je refusais de l'endosser de nouveau, mais la banque me menace de procédures, si j'agis de la sorte. Que dois-je faire?

R.—Il est évident que la banque a le droit d'exiger que notre correspondant endosse le billet de nouveau ou qu'il le paye, et nous croyons que le meilleur moyen de régler cette affaire, si le signataire est solvable, est de rembourser le montant du billet à la banque et de poursuivre le débiteur pour la somme. Il est vrai que notre correspondant pourrait aussi laisser protester le billet, et se laisser poursuivre pour le montant en question, mais cette façon de procéder augmenterait la dette vis-à-vis de notre correspondant qui est endosseur, et qui, de ce fait, est tenu au paiement du billet et des frais encourus, si le prometteur n'honore pas sa signature.

DOMMAGES PAR LES ANIMAUX.—(Réponse à J. E. R.)—Q.—Dans le cours de l'été 1926, les vaches de mon voisin ont passé dans mon avoine. Mon voisin m'en a averti quelques jours plus tard. J'ai essayé de couper cette avoine à la faucille, mais la chose était impossible parce qu'elle était trop écrasée et salie. Alors, j'ai dû couper cette avoine à la petite faux, et elle n'a pu servir seulement comme fourrage vert pour les vaches. Ai-je le droit d'être payé de mes dommages, vu que j'avais semé trois minots et demi d'avoine qui avait très bien germé et qui promettait une excellente récolte. Pouvez-vous me dire à combien s'élève les dommages?

CULTIVATEURS!

Voici l'amendement que vos terres requièrent pour donner le rendement que vous attendez d'elles:

Pourquoi employer "CALCO"

Parce que c'est du carbonate de calcium pratiquement pur.
Parce que son degré de finesse est approuvé par les autorités agricoles.
Parce qu'il contribue à l'assimilation des éléments essentiels aux plantes.
Parce qu'il réchauffe le sol, en corrige l'acidité et améliore la texture des terres fortes et argileuses.
Parce qu'il contribue indirectement au développement des animaux.
Parce qu'il est d'un mode d'emploi facile et TRÈS ÉCONOMIQUE.
Profitez de la saison d'hiver pour avoir plus amples renseignements de notre représentant. Demandez-le.

DESCHAMBAULT QUARRY CORPORATION

52, rue St-Paul - Québec



Extrait d'analyse
Carbonate de calcium... 98.41 %
Insoluble dans l'acide (sable)
argile, etc.)... .66 %
Oxyde de fer et alumine... .80 %
Carbonate de Magnésium... .13 %
100.00

\$5. la tonne F.A.B. St-Marc de C.

VOS IMPRIMÉS

POUR VOTRE COMMODITÉ

nous mettons à la disposition de la clientèle de la campagne et du district, notre service d'impression. Nous sommes outillés pour exécuter tous travaux d'impressions, entre autres:

FORMULES, LETTRES DE FAIRE-PART, EN-TÊTES DE LETTRES, FACTURES, Etc., Etc. CIRCULAIRES, Demandez cotations.
Nos prix sont modiques. Prompte livraison.

LE "SOLEIL" Ltée

(Département de l'imprimerie)

R.—Il n'y a pas de doute que notre correspondant a le droit de se faire payer les dommages dont il a soufferts, s'il est en mesure d'établir que les clôtures auxquelles il est tenu étaient en bon état et que ce n'est pas dû à sa faute ou négligence que les vaches sont entrées dans son terrain ensemencé. Quand à calculer les dommages, il est clair que nous ne pouvons le faire nous-mêmes, et il faudra prendre des cultivateurs intéressés de l'endroit et leur faire estimer la pièce d'avoine à sa valeur; de ce

montant, notre correspondant devra déduire la valeur du fourrage vert qu'il a récolté, et il pourra réclamer la balance au propriétaire des animaux qui ont détérioré sa propriété.

Le sage moissonne dès le matin l'insensé attend le soir pour planer.

JUTRAS

MALLEZ NOUS CE
COUPON
AUJOURD'HUI

Faites une croix sur la machine ou les machines qui vous intéressent.

Et nous vous adresserons notre dernier catalogue

GRATUITEMENT
Prix sur demande.

Nom.....
Adresse.....

MANUFACTURÉS PAR
LA COMPAGNIE JUTRAS LIMITÉE
VICTORIAVILLE, QUÉ.